

L'Humanité

Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



Rouge

1F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 323
Jeudi 11 septembre 1975

La session extraordinaire de l'Assemblée nationale réunie avant-hier a été l'occasion d'une éclatante démonstration du vide politique et de l'incapacité effective du Parlement.

Le fossé qui se creuse chaque jour davantage entre les masses laborieuses des villes et des campagnes et les élus y était manifeste. Le discours de Chirac, plus morne que jamais, a pris l'allure d'une mauvaise plaidoirie. Il s'est attaché à rassurer ses pairs, tout en vantant le plan gouvernemental de «réanimation économique» du grand capital par l'injection de 30 milliards de francs lourds prélevés sur le budget de l'État... Un emplâtre sur une jambe de bois, qui constitue, soulignons-le au passage, une belle manifestation cynique du capitalisme monopoliste d'État. Les salariés, déjà surexploités par le patronat et l'État-patron, sont les principaux générateurs fiscaux de ces capitaux généreusement versés dans le tonneau sans fond de la crise dont ils ne portent en rien la responsabilité.

Pour tenter d'animer quelque peu les débats, le même Chirac a feint de s'indigner des procédés de l'opposition et lancé quelques flèches contre Marchais, tout en épargnant soigneusement Mitterrand. C'est là en réalité une comédie orchestrée pour tromper le peuple, et lui laisser quelques illusions sur les possibilités éventuelles d'un redressement de ses conditions d'existence avec, demain, en cas de besoin trop pressant, et de montée des luttes révolutionnaires des masses, une nouvelle équipe intégrant des éléments de l'opposition actuelle.

Mais la réalité, c'est que tous ces «élus» sont bien d'accord sur un point essentiel : conserver le système capitaliste et s'opposer aux justes revendications fondamentales des travailleurs.

Entre le pays réel et le monde pourri et corrompu des politiciens bourgeois, l'écart s'accroît irrésistiblement.

C'est seulement, en effet, en comptant sur leurs propres forces, dans les entreprises et dans la rue, que la classe ouvrière et les masses populaires pourront imposer les changements réels et durables auxquels elles aspirent légitimement.

PORTUGAL Situation instable

Les développements de la situation politique au Portugal continuent de polariser toute l'attention. Lundi, les officiers progressistes signataires du «document des 9» enregistraient une nouvelle victoire : le commandant Melo Antunes et Vitor Alvès, exclus du Conseil de la révolution à l'instigation du parti cunhaliste, y étaient réintégrés.

C'est également l'un des leurs, Vasco Laurencô qui se voit confier la direction de la restructuration de l'Assemblée générale du MFA.

Dans le même temps un nouveau décret vient d'être publié, interdisant la divulgation à l'extérieur des débats qui se passent au sein de l'armée. Le MFA entend ainsi reprendre en main la discipline dans les casernes, fortement compromise par les luttes politiques de la dernière période et l'activité subversive du P.C.P. Mais c'est là, il faut le noter, une arme à double tranchant qui pourrait, dans un rapport de force différent, se retourner contre ses auteurs. Avec une telle censure, la publication dans la presse du «document Antunes» n'aurait pu être possible. Par ailleurs les négociations destinées à la formation d'un sixième gouvernement n'ont guère avancé ces derniers jours, témoignant du «blocage» de la situation politique actuelle qui demeure caractérisée par une extrême instabilité.

Instabilité d'autant plus préoccupante que, en coulisse, l'URSS comme les USA continuent de s'agiter frénétiquement pour marquer des points au Portugal.

ALGER Clôture dans l'enthousiasme des jeux méditerranéens

Durant 15 jours deux mille sportifs venus de tous les pays du rivage méditerranéen se sont affrontés dans une confrontation amicale et pacifique.

L'importance de l'événement dépasse de loin le monde sportif. Il est directement politique et c'est bien ainsi que l'a conçu l'Algérie, organisatrice de cette manifestation : «L'Algérie désire par ces jeux méditerranéens faire revivre la flamme qui a permis jadis à la Méditerranée d'être un lieu de paix ou, pour reprendre une formule qui fait fortune «un lac de paix»...

«Et si elle a perdu un temps cette particularité, la responsabilité en incombe non aux Méditerranéens, mais aux convoitises impérialistes et aux ingérences étrangères qui veulent faire de notre «mare nostrum»

un lieu de rivalités, donc de tension.» (Révolution africaine).

Durant ces 15 jours, ces ambassadeurs de l'amitié que doivent être les sportifs ont appris à mieux se connaître et mieux se comprendre. A travers eux ce sont leurs pays appartenant au tiers monde et au second monde qui se sont rapprochés.

Et le fait que les sportifs de pays autrefois colonisés, abandonnés à la misère, à la sous-alimentation, aient remportés de brillantes et amicales victoires sur leurs amis européens est bien le signe que les temps ont changé, que l'ordre du monde ne sera plus jamais le même, que notamment les deux superpuissances ne peuvent plus y dicter leur loi impunément.

Non aux visites des élus du P.C.F. dans les entreprises

L'offensive «tous azimuts» menée par les dirigeants révisionnistes du P.C.F., a vu se développer dernièrement un aspect nouveau. Les Marchais, Leroy, Kanapa, Paul Laurent, Ballanger et autres légumes révisionnistes ont pris l'habitude de venir faire leurs sermons dans les entreprises.

Avant-hier à Nice, c'était Virgile Barel, mais comme Marchais à Auzerlitz les flics de Poniatowski l'en ont empêché. De ce fait l'Humanité blanche s'indigne, ce qui ne l'empêche pas de demander, (dans le même article), un renforcement de la ficaille ! En effet, à propos de la délinquance, il est écrit qu'elle «se développe comme la lèpre dans certaines concentra-

tions urbaines où la police est totalement dépourvue de moyens en hommes et en matériel. Des manques criants qui motivent - entre autres - la journée d'action des policiers ! En fait, cette police qui a la gâchette si facile, le «Programme commun» prévoit d'ailleurs de la maintenir ! Donc les protestations de l'Humanité révisionniste, sur les «atteintes aux libertés», ne sont qu'un prétexte et une lutte entre défenseurs du capitalisme. Et surtout, de quelle liberté s'agit-il, sinon de celle qui consiste à les laisser propager leurs théories contre-révolutionnaires et mystificatrices.

(SUITE PAGE 8)

Essor de la lutte des Afro-américains



Les violences racistes continuent à se développer aux USA. Des gardes armés ont pris place dans les bus scolaires. Les arrestations se multiplient. On compte déjà plus de 100 blessés dans les bagarres qui opposent les racistes aux travailleurs afro-américains et aux progressistes luttant contre la ségrégation imposée aux enfants noirs. La gravité de la situation est telle que la 82^e division aéroportée, cantonnée en Caroline du nord, a été mise en état d'alerte.

Ces derniers mois la lutte des Afro-américains, que le capitalisme américain cantonne dans la misère, le chômage, les prisons, a pris une nouvelle ampleur.

Au cœur de l'été, dans l'Ohio, des centaines d'Afro-américains ont manifesté pour protester contre le massacre d'un jeune Noir par un policier. Pour exiger le châtiement de l'assassin les travailleurs noirs ont poursuivi la lutte pendant trois jours, malgré les centaines de policiers dépêchés sur les lieux et une cinquantaine d'arrestations.

A Wilmington, le meurtre d'une fillette noire de 13 ans par un raciste blanc a provoqué l'indignation de la population noire qui a poursuivi ses manifestations jusqu'à l'arrestation de l'assassin protégé par les autorités.

Enfin, à Détroit, un raciste blanc a tué un ouvrier noir. Dès que la nouvelle a été connue, en moins d'une demi-heure, 3 000

personnes se sont rassemblées et ont détruit la boutique de l'assassin. La police, venue les réprimer, s'est vu bombardée de briques, bouteilles et bombes incendiaires.

Les combats se sont poursuivis sans interruption durant deux jours et deux nuits, infligeant un échec sévère à la Maison Blanche et aux racistes.

Lettre d'un appelé

Nous avons reçu une lettre d'un ami lecteur sous les drapeaux. Le contenu des informations, ainsi que les commentaires qu'il en fait, en font un document intéressant pour la compréhension de la nature réelle de l'armée bourgeoise, ainsi que les différents aspects contradictoires qui peuvent apparaître dans le rôle de celle-ci, étant donné la situation de crise capitaliste d'une part et les pressions des superpuissances d'autre part.

Nous en publions de larges extraits ci-dessous.

Le 06-09-1975

Chers amis,

Actuellement sous les drapeaux, je tiens à vous signaler des faits qui, à mon avis, peuvent vous intéresser. De nouvelles directives viennent d'arriver dans nos régiments : les directives prévoient l'instauration d'un nouveau type d'alertes à partir du début du mois de septembre.

A la suite d'une de ces alertes, une unité doit être prête à partir en quelques heures. L'exercice qui s'est déjà déroulé dans certaines casernes se passe de la manière suivante. Peu de temps après le déclenchement de l'alerte, les hommes doivent avoir préparé leur paquetage, perçu leur couchage et leur armement et se trouver prêts à embarquer dans les camions pour aller dans n'importe quelle direction.

UN DIALOGUE FRUCTUEUX

Dans son intervention à la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, le porte-parole de la délégation chinoise s'est, notamment, félicité de l'évolution positive du dialogue engagé entre les pays du second monde et du tiers monde pour s'opposer aux prétentions hégémoniques des deux superpuissances. Nous reproduisons, ci-dessous, cette partie de son intervention.

« Les pays du second monde, qui se trouvent entre les superpuissances et le tiers monde, font progresser leur lutte pour s'affranchir du contrôle, de la menace, des vexations, de l'exploitation et du rejet sur eux de la crise économique perpétrés par l'une ou l'autre superpuissance. Un nombre croissant d'entre eux préconisent le dialogue avec les pays du tiers monde et s'efforcent d'établir avec ceux-ci des

rappports de coopération. Cette attitude positive mérite d'être accueillie favorablement.

« Comme l'ont indiqué beaucoup de pays en voie de développement, le dialogue et la coopération en question ne pourront marquer des progrès dans d'heureuses conditions que s'ils sont guidés par les principes de respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté, d'égalité et d'avantages réciproques. Les liens et les échanges de ce genre, qui sont mutuellement bénéfiques, ont devant eux des perspectives d'avenir. Le combat engagé par les pays du second monde contre le contrôle et l'exploitation des superpuissances, et la tendance qu'ils ont à nouer des liens avec les pays du tiers monde exercent également une influence importante sur l'évolution de la situation internationale. »

S.N. SIHANOUK REGAGNE LE CAMBODGE

Cinq ans après le déclenchement de l'agression américaine contre le royaume du Cambodge, Samdech Norodom Sihanouk a quitté la République populaire de Chine pour regagner son pays victorieux, à nouveau libre et indépendant.

C'est un banquet d'adieu fraternel et chaleureux qui, la veille de ce départ, a rassemblé les dirigeants chinois et la mission cambodgienne à Pékin. Le prince Sihanouk y a remercié avec émotion ses hôtes chinois, déclarant notamment :

« Qu'il me soit permis ce soir de souligner encore une fois que la grandiose victoire remportée

définitivement par l'héroïque peuple du Kampuchéa sur l'impérialisme US et ses valets, le 17 avril 1975, après une très âpre lutte de cinq années et un mois, est inséparable du total et ardent soutien, de l'aide multiforme et inconditionnelle et de la solidarité militante que la République populaire de Chine nous accordait spontanément dès la première minute de notre lutte pour le salut national... »

« Nous pouvons et devons dire cette vérité historique : la victoire du peuple du Kampuchéa sur l'impérialisme US est aussi la victoire du peuple chinois frère. »

à partir. Nos États-Majors auraient-ils abandonné soudain leur théorie du mécanisé-roi ou alors, s'agit-il de tout autre chose ? Voilà qui peut en effet nous mettre la puce à l'oreille.

D'habitude, dans ce genre d'alertes, on explique également en long, en large et en travers de quoi il s'agit. On explique, ce qui est normal, le pourquoi de l'alerte en disant qu'il est nécessaire de voir la capacité de mobilisation de nos unités en cas de guerre. Dans le cas qui nous intéresse, pas la moindre explication : rassemblement dans la cour du quartier prêt à partir, c'est tout.

On comprend mieux ce comportement, ce manque d'information et cette mise en œuvre très partielle du matériel quand on connaît le fin fond de l'affaire. Ce type d'alertes a pour but de préparer les unités à la défense de « points sensibles ».

A l'origine, les « points sensibles », c'était les installations de la force nucléaire stratégique mais cette définition initiale a connu, au fur et à

(suite page 7)

FLAMANVILLE ET FONTEVRAULT :

DES PAYSANS DECIDÉS
A NE PAS SE LAISSER
EXPULSER

Le week-end dernier, Flamanville dans la Manche et Fontevault dans le Maine-et-Loire ont connu l'animation importante des journées de solidarité pour soutenir en particulier les paysans en lutte, ici contre l'expulsion liée au projet de construction d'une centrale nucléaire, et là contre l'expulsion liée à l'extension d'un terrain d'entraînement militaire. De nombreux ouvriers et paysans en lutte d'autres régions y ont participé et exposé leurs actions. Ces deux manifestations ont remporté un important succès.

FLAMANVILLE

C'est une petite bourgade sur la côte nord-ouest du Cotentin, région sous-développée, et où la petite paysannerie est dominante. Les seules industries importantes sont à Cherbourg avec les chantiers navals et la centrale de destruction des déchets nucléaires. Les mines de fer ne sont plus exploitées, et de nombreux mineurs sont sans travail.

Le programme de l'EDF a projeté depuis plusieurs mois la construction d'une centrale dans la campagne de cette commune pour fournir de l'électricité à la zone industrielle de Caen, à plus de 150 km de là. Une ligne à haute tension de 700 000 volts est prévue s'étendant sur 200 m de largeur.

L'annonce de ce projet a provoqué une immense colère parmi la population, notamment paysanne. Celle-ci, en effet, sera expulsée de plusieurs centaines d'hectares, et de nombreuses tracasseries et dommages sont à prévoir sur le parcours de la ligne à haute tension (environ 90 000 ha). De plus la population est inquiète à propos de sa sécurité, du fait de la nature de l'usine. Elle sait d'expérience que pour les capitalistes, c'est avant tout la loi du profit qui motive leur projet et non pas le souci des intérêts du peuple. C'est pourquoi la population lutte sur deux fronts : d'abord s'opposer avec force à l'installation de l'usine et soutenir les paysans exploités menacés d'expulsion et de chômage, ensuite exiger des patrons de l'EDF, au cas où il y aurait installation forcée, qu'il y ait de véritables conditions de sécurité pour la population comme pour les ouvriers de l'usine.

Mais, le front principal c'est la lutte contre l'expropriation des paysans.

Dans ce but un « Comité de défense des agriculteurs » s'est constitué. Son but : refuser de vendre les terres. Il bénéficie du soutien des Paysans-Travailleurs de tout le département — le Collectif fermier de défense des Fallabrègues était là (voir HR du 5 septembre) — ainsi que des ouvriers de Cyclon d'Avranches et ceux de Caron-Ozanne de Caen en lutte contre les licenciements. Les marins-pêcheurs inquiets également par les risques de réchauffement de l'eau de mer qui ferait partir les bancs de poissons, se sont joints au mouvement de protestation.

Durant le week-end, plus de deux mille personnes sont venues écouter la population et les paysans de la région, échanger leurs points de vue sur les luttes actuelles. Cette rencontre a permis de passer à une nouvelle étape de la lutte, consistant à soutenir les petits et moyens paysans sur la base de leurs revendications.

FONTEVRAULT

C'est une commune du Maine-et-Loire, non loin de Saumur, où l'armée dispose déjà d'un important terrain d'entraînement militaire, notamment d'artillerie.

Or, un projet, vieux de cinq ans, entend étendre ce camp sur 1 850 nouveaux hectares de terre. Depuis 1970, les Paysans-Travailleurs ont protesté et ont « sauvé » 800 ha. On sait que dans des cas similaires l'État monopoliste n'est jamais bien généreux, alors que la terre dans ce régime ne cesse d'augmenter.

Pour les paysans travailleurs de la région, les tracasseries sont multiples, surtout les jours de manœuvres où, avec les routes coupées, il faut faire des détours de plusieurs dizaines de kilomètres pour aller travailler dans les champs. La population rurale dans son ensemble est mécontente. L'an passé plusieurs abus avaient explosé dans la cour de l'école publique...

Les paysans, forts du large soutien dont ils bénéficient, sont décidés à ne pas aller renforcer l'armée des sans-travail. C'est dans ce but qu'étaient organisées les journées du week-end. Des militants ouvriers de la région, notamment de la CFDT, devaient y participer, ainsi que des paysans du Larzac touchés par un problème identique.

Dans un communiqué, les paysans de Fontevault avaient appelé la population à les soutenir pour lutter contre « les accapareurs de terres, les spéculateurs de tout poil », et pour faire « converger nos luttes paysans-ouvriers-intellectuels contre ceux qui veulent nous faire payer la crise ».

Ces deux « week-ends » ont été un succès. L'unité populaire sur laquelle ils étaient basés, a renforcé la détermination des paysans à refuser les expulsions.

L'indépendance nationale ne peut que reposer sur la mobilisation populaire. En aucun cas elle ne pourra se renforcer par des mesures foncièrement antipopulaires.

AUXERRE :

Une curieuse milice
antiouvrière

La lutte des 110 résidents et résidentes du foyer Vaulabelle, à Auxerre, dure depuis plus de 6 mois. Dès le début de l'année l'administration « démissionne » le directeur pour supprimer toute vie collective à l'intérieur du foyer et le transformer en caserne.

Elle entend rétablir l'ordre « boulot-dodo », les foyers n'étant pour elle que des restos-dortoirs pour être dispos au travail. Elle vise le développement du contrôle de la vie privée des travailleurs et leur interdit tout droit de réunion, d'expression, de lecture.

Réunis en assemblée générale, les jeunes travailleurs engagent aussitôt la lutte et élisent un comité de liaison. Sollicités d'y participer, le P.C.F. et la CGT refusent leur soutien.

Durant l'été, on a vu surgir au foyer des « gorilles » qui viennent régulièrement provoquer les animateurs et les résidents pendant que la direction cherche à virer les résidents en chômage qui ne peuvent payer leur loyer. Immédiatement l'assem-

blée générale décide l'occupation des bureaux de la direction.

La milice intervient brutalement pour virer les résidents et les animateurs. Parmi elle on pouvait reconnaître, en bonne place, les responsables de la CGT et du P.C.F. de la ville. Ceux-ci avaient auparavant exercé des pressions inadmissibles sur l'UL CFDT en vue d'obtenir un abandon de son soutien à la lutte des jeunes travailleurs.

Le sort de ces derniers est le cadet des soucis de ces faux syndicalistes et faux communistes. Seules les intéressent la garantie de l'emploi de leurs propres adhérents et l'infiltration dans les rouages de contrôle politique, administratifs des organismes municipaux et départementaux pour mieux manipuler les travailleurs.

Ils en sont pour leurs frais : des milliers de tracts dénonçant leur comportement fasciste ont été distribués et la CFDT a protesté publiquement contre leurs agissements, appelant les militants de base du P.C.F. et de la CGT à soutenir les justes revendications des jeunes travailleurs du foyer.

THEATRE ALGERIEN
A PARIS

Du 16 au 28 septembre, l'action culturelle d'Alger (ACT) présente au théâtre des Bouffes du Nord (209, rue du Faubourg St Denis), dans le cadre du Festival d'automne, deux pièces de Kateb Yacine, en arabe populaire, sur l'émigration, la lutte des femmes et la Palestine : « Mohammed prend ta valise » et « La guerre de 2 000 ans ».

Les représentations auront lieu tous les soirs, du mardi au samedi, à 20 h 30, et les dimanches à 16 h. Le prix des places est fixé à 5 F de façon à permet-

tre aux travailleurs immigrés, à leur famille, d'assister très nombreux à ces représentations.

Le Festival d'automne met à la disposition des organisations syndicales, des associations et groupements d'alphabétisation et de solidarité, des militants, un matériel d'information (affichettes et tracts) sur les deux spectacles de l'ACT. Ce matériel peut être retiré soit au Festival d'automne (2, rue du Pas-de-la-Mûle, Paris 3^e, Tél. 278.10.00), soit au théâtre des Bouffes du Nord (Tél. 280.20.04).

(suite de la page 2)

mesure, des déformations très plastiques et on entend aujourd'hui par point sensible tout point dont la protection et la bonne marche est nécessaire au fonctionnement du pays. Ce sont par exemple les centrales électriques, les nœuds de communication importants... et la liste n'est pas limitative car, à la réflexion, tout point du territoire peut être décrété nécessaire à la bonne marche de l'économie, donc « point sensible ».

Après cela, on voit mieux pourquoi la capacité opérationnelle des chars n'est pas testée. En effet, la défense d'un « point sensible » ne nécessite pas à priori de longs déplacements ni un matériel considérable. Une fois amenés à pied d'œuvre par les camions, la mission des troupes est une mission statique qui ne nécessite qu'un armement assez rudimentaire : pistolet mitrailleur, fusil et mitrailleuse pour le plus gros calibre.

On comprend également mieux pourquoi ce type d'alerte est exécuté sans explication. On ne demande évidemment que l'obéissance aveugle, sans poser de question. Au moment où paraît un nouveau règlement de discipline générale dans les armées qui prétend instaurer un nouveau style de commandement, voilà qui est assez surprenant et montre bien le cas qu'il faut faire des paroles dispensées sans compter.

On savait déjà qu'en cas de réquisition, suite à une « agression subversive », l'utilisation de la troupe faisant usage de son armement pouvait être demandée par les « pouvoirs publics ». On connaissait déjà à peu près la structure très particulière de la défense opérationnelle du territoire, véritable organisation de guerre civile avec ses zones de défense et toutes leurs subdivisions. Ce qui est nouveau, c'est que les régiments des forces de manœuvre se préparent aujourd'hui en partie à ce type de missions, ce qui n'est pas leur rôle conventionnel.

Ce n'est pas non plus un hasard si ce type d'alerte est mis en place en cette rentrée d'automne. On voit bien quelle confiance la bourgeoisie possède dans ses plans de relance. Elle craint les réactions populaires suite à sa politique réactionnaire et elle s'apprête à tout mobiliser pour sauver son pouvoir en cas de crise. Gageons qu'en engageant de telles actions, la bourgeoisie croiserait elle-même sa propre tombe.

Pour notre part, n'oublions jamais que si la bourgeoisie parle de défendre l'indépendance nationale contre les superpuissances, elle prépare l'armée en prévision d'un nouveau mai 1968.

Un appelé

FRONT OUVRIER



RENNES :

LA GREVE DU "MAMMOUTH" S'ETEND A D'AUTRES MAGASINS

La grève du personnel du supermarché Mammouth dure maintenant depuis 10 jours. Le nouveau directeur du magasin, Cercellier, faisait régner un régime de terreur. Il envoyait lettre d'avertissement sur lettre d'avertissement pour des motifs aussi futiles que : «A fumé à un mètre de la sortie du magasin», «A fait une erreur de marquage pour 12 bidons d'huile» !...

Il licenciat des travailleurs. La dernière menace pesait sur un chef traiteur de 64 ans, traiteur depuis toujours, que le patron voulait muter à la poissonnerie.

Face à cette situation, les travailleurs sont entrés massivement dans la lutte pour exiger notamment l'annulation des licenciements et des avertissements, une augmentation de salaire : 1 700 F minimum et 200 F pour tous, etc (voir H.R. No 320).

A ce jour, la seule réponse de la direction a été la violence. Trois délégués CFDT ont été assignés devant le tribunal des référés. Dans la nuit du 1er

au 2 septembre, un commando d'agents de maîtrise a été envoyé pour agresser le piquet de grève.

Mais les travailleurs ont également dû s'affronter à d'autres ennemis : les révisionnistes. Ceux-ci, dans l'incapacité d'intervenir dans la conduite même de la grève, puisqu'il n'y a plus de section CGT, ont trouvé d'autres moyens. Et quels moyens ! Lors de l'agression nocturne du piquet de grève, les révisionnistes envoyèrent un de leurs nervis, ancien délégué CGT du Mammouth ! Les grévistes sont formels, ils l'ont reconnu au milieu des agents de maîtrise... Puis, après l'échec de cette opération, la direction révisionniste de l'Union départementale CGT (UD-CGT) a monté une grossière manœuvre de récupération et de division. Elle a tenté de diffuser devant le magasin un tract proposant toute une collection de revendications qui n'avaient rien à voir avec celles des travailleurs. Ce qui était mis en avant c'était non pas la lutte contre les licenciements mais... une augmentation en pourcentage ! La

riposte fut immédiate. A peine arrivés devant Mammouth, les pontes de l'UD-CGT devaient repartir la tête basse, sans avoir diffusé un seul tract...

Ainsi, chaque nouvelle provocation du patron ou des pontes révisionnistes se solde par un échec. Dans cette double lutte, les travailleurs de Mammouth renforcent leur position. La lutte gagne en fermeté et des travailleurs qui ne faisaient pas grève au début rejoignent le mouvement.

De plus, la grève du personnel de Mammouth incite les travailleurs des magasins avoisinants à entrer à leur tour dans la lutte, par solidarité, mais aussi pour leurs propres revendications. C'est ainsi que vendredi 5 au matin, les travailleurs de la cafétéria du magasin Rallye — principal concurrent de Mammouth — se sont mis en grève. Le même jour à 14 heures, des débrayages avaient lieu dans deux autres magasins du centre commercial où se trouve Mammouth : le Printemps et Bâti-Décor. Samedi matin eux aussi étaient en grève.

Déjà la a payé. Devant le mouvement massif des travailleurs, les patrons de Rallye et de Bâti-Décor ont cédé sur toutes les revendications.

Dimanche 7, les travailleurs de Mammouth ont organisé avec l'aide de leur comité de soutien — où participent notamment des paysans-travailleurs, l'Union locale CFDT et des marxistes-léninistes — une fête populaire pour faire connaître leur lutte. Deux mille personnes ont assisté aux spectacles musicaux, aux films et ont pu discuter avec les grévistes au cours des débats tant sur les conditions de travail que sur le déroulement et les perspectives de la grève. La journée a également vu la participation des travailleurs du Printemps ainsi que de ceux de Laving-Glace en grève depuis 2 mois... Grâce à cette journée où 5 000 F ont été versés aux grévistes de Mammouth, leur caisse de solidarité compte maintenant 11 000 F. Bénéficiant d'un large soutien de la population, les travailleurs de Mammouth pourront mener la lutte le temps qu'il faudra, ils vaincront !

(SUITE DE LA PAGE 1)

PLUS UN MENSONGE EST GROS...

L'hebdomadaire «France-Nouvelle» (du 28 août) y va de son petit couplet de démagogie en déclarant que la bataille du parti (soi-disant) communiste pour les libertés est une «bataille non pas pour qu'on lui reconnaisse, A LUI, le droit d'être organisé et de s'exprimer dans l'entreprise, mais POUR QUE CE DROIT SOIT RECONNU A TOUS LES PARTIS POLITIQUES AINSI QUE LE PRÉCONISE, sur sa proposition, LE PROGRAMME COMMUN...» Quel mensonge grossier ! Par qui donc, déjà, dans les usines, ceux qui s'opposent à la politique révisionniste sont-ils dénoncés au patron, calomniés, insultés, menacés, provoqués, et traités de «provocateurs gauchistes-fascistes» en un mot justement privés de liberté ?

Les dirigeants du P«C»F demandent que leurs «élus» puissent pénétrer dans les entreprises pour y faire leur propagande, mais alors pourquoi les nervis à leur solde agressent-ils les diffuseurs de tracts et de journaux révolutionnaires (surtout les militants marxistes-léninistes) ?

En vérité ils ont peur, car les véritables révolutionnaires ne disent pas «Amen» devant leur sale politique mais la combattent avec déter-

mination à l'intérieur comme à l'extérieur des entreprises. Ils ont peur parce que l'influence des marxistes-léninistes grandit

BONZES RÉVISIONNISTES : HORS DES USINES !

Nous n'entendons pas nous adresser à la bourgeoisie pour obtenir d'elle des droits politiques dans les entreprises. Les ouvriers marxistes-léninistes s'emparent de ce droit et agissent en conséquence, que la bourgeoisie l'accepte ou non. C'est d'ailleurs à ce titre que nous combattons la ligne politique de défense du capitalisme propagée par le parti révisionniste, et démasquons sa complicité avec le social-impérialisme russe.

Mais, dans le fond, à quoi correspond la nouvelle offensive des dirigeants P«C»F-CGT en direction de la classe ouvrière ? Outre qu'elle cherche à cacher le fait que le révisionnisme est de plus en plus combattu et de plus en plus discrédité par les travailleurs, et cela dans une période de montée des luttes revendicatives, il faut chercher plus loin.

Pour eux l'objectif, c'est de prendre la place du gouvernement actuel ; dans ce but ils cherchent à montrer qu'ils ont l'appui de la

classe ouvrière et à se présenter comme son représentant légitime.

S'ils le font maintenant c'est qu'ils veulent (comme leurs maîtres de Moscou) profiter de la crise du capitalisme. Ils essayent de prouver que tout irait mieux s'ils étaient au pouvoir (parce qu'actuellement il y a «mauvaise gestion»), qu'ils pourraient résoudre la crise, avec l'appui des travailleurs. Mais cette affirmation n'est qu'un mensonge parmi tant d'autres, et c'est le Programme dit commun, lui-même, qui dément ces affirmations. En effet celui-ci ne prévoit que des réformes, en restant toujours dans le cadre du système capitaliste ! Or seul le socialisme, c'est à dire la dictature du prolétariat sur les anciens exploités, peut assurer le bien-être aux travailleurs. Mais le Programme commun se garde bien d'évoquer pareille perspective ! De plus, il n'est pas explicitement contre le chômage puisqu'il le reprend ouvertement en compte, en précisant à la page 107 : «L'Agence nationale pour l'emploi à laquelle seront associés les représentants des travailleurs (!) aura la responsabilité et le contrôle exclusifs du placement des salariés en chômage, y compris des cadres» ! Et quelques lignes plus loin il est indiqué que c'est le Comité d'entreprise et les délégués qui décide-

ront du bien-fondé des licenciements, etc !

Les tentatives mystificatrices des dirigeants révisionnistes sont vouées à l'échec. Ces faux communistes veulent le droit de cité dans les entreprises, mais chaque jour dans la lutte pour leurs revendications les travailleurs sont amenés à combattre leur politique, et les démasquent. Nous, marxistes-léninistes, avons confiance dans les masses. Nous travaillons à élever leur niveau de conscience politique, pour que sous la direction de leur avant-garde prolétarienne, le parti marxiste-léniniste, elles balayent tôt ou tard la racaille vendue au capital et au social-impérialisme russe.

Un ouvrier marxiste-léniniste

SAUVONS LES 5 DU FRAP !

C'est ce jeudi que s'ouvre à Madrid le procès des 5 du FRAP devant un tribunal militaire. Le procureur demande la peine de mort.

Mobilisons-nous et entraînon les travailleurs, les antifascistes, pour participer aux actions qui vont avoir lieu dans les jours qui viennent.

Franco veut les assassiner, il faut l'en empêcher !